

**SAMIR AMIN**

## **NASSER ET LES COMMUNISTES**

### **Le projet national bourgeois du nassérisme**

Je soutiens depuis 1960 que le projet nassérien était un projet national bourgeois dans son essence même, du début au terme de son déploiement, et qu'il n'a jamais franchi les limites de celui-ci. Son style populiste n'est pas en contradiction avec ce contenu ; il constituait la seule forme possible de déploiement de ce projet national bourgeois, compte tenu de la faiblesse et du caractère historique comprador de la bourgeoisie égyptienne dite « libérale » d'une part, et de la crainte que les classes populaires, dont le soutien était nécessaire, ne débordent le projet (d'où l'entêtement anti-démocratique du nassérisme) d'autre part. La forme « étatique » choisie pour la gestion n'était donc pas du tout une « transition vers le socialisme », mais la seule forme efficace de son déploiement. Malheureusement l'alliance stratégique que l'Union soviétique forgeait avec la libération nationale dans le tiers monde à partir de Bandung (1955) d'une part, et l'étatisme du soviétisme lui-même d'autre part, ont largement contribué à confondre étatisme et socialisme.

Je crois que l'histoire me donne raison a posteriori. Le nassérisme a cédé la place au sadatisme, comme les brejnévisme à Eltsine, sans que dans un cas comme dans l'autre on puisse qualifier de « contre-révolutions » ces transformations d'allure brutale. J'y ai vu au contraire l'accélération des tendances internes propres aux deux systèmes, la classe (bourgeoise) nouvelle constituée au sein et de par l'étatisme étant par nature appelée à « normaliser » son statut. Cela étant j'ai également dit et écrit que, dans un cas comme dans l'autre, cette évolution n'avait rien de fatal. Une autre évolution - vers la gauche - était possible, mais sa possibilité dépendait de la maturité des forces socialistes au sein de ces deux sociétés (et d'autres). A posteriori je suis donc à l'aise en qualifiant le projet national bourgeois d'utopie. A la lumière de cette analyse je relis les positions prises par le mouvement communiste égyptien d'une manière différente de celle qui nous est proposée le plus fréquemment. Je crois donc que la position de soutien, fût-il critique et parfois remis en cause par l'anticommunisme du pouvoir, prise par Hadeto était fondamentalement erronée parce qu'elle procédait de l'idée qu'une « étape nationale bourgeoise » était nécessaire, positive et s'ouvrirait sur son dépassement socialiste. Ma thèse est que le capitalisme réellement existant comme système mondial polarisant donne à tout projet bourgeois un caractère comprador nécessaire et que le refuser c'est précisément nourrir l'illusion de l'utopie nationale bourgeoise. J'exprime aujourd'hui cette thèse avec plus de clarté qu'il y a une trentaine d'années, mais j'en avais déjà plus que l'intuition à l'époque. C'est pourquoi ma relecture des positions du PCE-Raya qui avaient toutes mes sympathies depuis 1950-1951 est différente de celles qui lui ont adressé la critique sévère selon laquelle il s'était fondamentalement trompé sur la nature du projet nassérien.

En fait le communisme égyptien n'avait pas réellement fait sienne l'analyse de la *Nouvelle Démocratie* de Mao. Hadeto jamais à aucun stade de son histoire. Le PCE qui avait amorcé une réflexion allant dans ce sens avant 1956 y a renoncé brutalement à partir de cette date. En témoigne le contraste entre les deux rapports successifs du PCE : celui de 1955 qui est critique à l'extrême du projet bourgeois du nassérisme (lequel n'est donc pas considéré comme une étape possible de la Démocratie Nouvelle, qui implique la rupture avec l'illusion

nationale bourgeoise) et celui de 1957 qui non seulement se rallie à la thèse du caractère « progressiste » du nationalisme bourgeois (qu'on pouvait donc valablement décider de soutenir tactiquement de manière à approfondir ses contradictions avec l'impérialisme) mais encore, et de surcroît, l'analyse comme une étape (qui sera qualifiée un peu plus tard de « voie non capitaliste ») de la progression vers le socialisme. Aujourd'hui cette vision de la Nouvelle Démocratie doit être critiquée à son tour, comme les limites du maoïsme qu'elle a inspiré, à la lumière de l'évolution de la Chine elle-même. Mais pas pour lui substituer pire : l'illusion nationale bourgeoise dont l'évolution catastrophique de l'URSS et celle du Tiers monde démontrent l'inanité.

Ainsi donc, la « position de gauche » substituait à l'époque - les années 1950 - le projet d'une révolution socialiste ininterrompue par étapes à celui d'une révolution nationale bourgeoise. Je dis aujourd'hui que cette perspective, antithèse de l'autre, procédait d'une analyse commune aux deux qui sous estimait la polarisation immanente à l'expansion capitaliste. Je dis aujourd'hui que le marxisme s'est progressivement sclérosé faute d'avoir intégré cette dimension. Révolution bourgeoise (position des sociaux-démocrates et du nationalisme radical dans le tiers monde) ou révolution socialiste (position du léninisme-maoïsme) éludent la vraie question : quelle est la nature de la révolution à l'ordre du jour alors que la polarisation rend impossible et la révolution bourgeoise et la révolution socialiste ? Bien que l'expression de mon analyse dans les termes formulés ici soit récente, ses racines remontent à l'époque même, aux années 1950.

Je suis de ceux qui ont porté un jugement sévère sur le nassérisme, comme le lecteur de *l'Égypte nassérienne* ( publié en 1963) pourrait s'en convaincre. Avec le recul du temps je suis aujourd'hui encore davantage radical dans ma critique. Le régime nassérien ne souffrait pas d'un déficit démocratique, et son style populiste n'était pas une forme primitive et insuffisante d'ouverture démocratique ; en fait il méprisait totalement l'idée même de démocratie. Et je prétends que derrière ce mépris se profilaient des intérêts de classe - ceux de la bourgeoisie. C'est aussi la raison pour laquelle ce régime est bel et bien responsable de la suite : de l'infatigable et de la montée de l'Islam politique.

La formule proposée par Mohamad Sid Ahmad - que « Nasser avait nationalisé la politique » - vaut la peine qu'on y réfléchisse. C'est plus qu'un bon mot. Nasser a interdit le débat d'idées et détruit les deux pôles qui avaient occupé le devant de la scène depuis les années 1920 de ce siècle : le pôle libéral bourgeois, moderniste, il est vrai modérément démocratique et guère plus que laïcisant (mais ces limites tenaient à la faiblesse de la bourgeoisie égyptienne), le pôle communiste qui associait la modernisation à la libération nationale et sociale. Il les a détruit systématiquement non pas seulement par une répression policière plus brutale qu'elle n'avait jamais été dans l'histoire moderne du pays, mais encore en fermant tous les lieux de débats d'idées. Ce faisant il créait un vide culturel dramatique et ouvrait grandes les portes au retour du traditionalisme islamiste en recul continu depuis un siècle et demi, depuis Mohamed Ali. Il en favorisait même la renaissance par des politiques, peut être tacticiennes à courte vue, mais non moins dangereuses à plus long terme.

Depuis un siècle la pensée traditionnelle de l'Égypte précapitaliste était en voie de disparition. L'Azhar qui en constituait le centre faisait figure pâle face aux universités modernes. On pouvait laisser l'institution poursuivre sa mort lente. Au contraire Nasser s'est employé à « moderniser » l'Azhar, qu'il pensait sans doute - comme tous les dictateurs - pouvoir indéfiniment contrôler et même utiliser. Avec des arguments opportunistes permettant une interprétation dite socialiste de l'Islam. Arguments qui peuvent être retournés, comme on le

sait, sans difficulté aucune. L'attitude progressiste correcte eut été de laisser à la religion son domaine et de porter le débat ailleurs et en dehors de celle-ci. Cette attitude aurait d'ailleurs, à mon avis, porté ses fruits à l'intérieur même du champ religieux, en créant les conditions pour que les différentes interprétations possibles de celle-ci (progressistes et réactionnaires) s'affrontent librement sur leur terrain propre. On peut en dire autant des effets de la réforme judiciaire qui a transféré l'application des lois concernant le statut des personnes, qui était et demeure géré par la loi islamique - la charia - des tribunaux religieux aux tribunaux civils. Alors que jusque là au moins les lois dans leur ensemble - à l'exception du statut des personnes - relevaient d'un droit laïc, le transfert en question a gangrené le système judiciaire égyptien, ouvrant toutes grandes ses portes aux obscurantistes qui, à partir du statut des personnes, se proposent d'étendre l'application de la *charia* à tous les domaines régis par la loi. Ici encore la réponse progressiste au défi pour amorcer l'évolution souhaitable eut consisté à élaborer un droit des personnes laïc et moderne et à laisser aux citoyens l'option ouverte entre celui-ci, géré par les tribunaux de l'Etat, et les droits religieux administrés selon la tradition. Il est certain que progressivement le choix des citoyens se serait porté de plus en plus vers la formule moderne. En contrepoint la « modernisation » des tribunaux religieux par leur absorption dans le corps judiciaire civil contribuait à détruire ce qu'il y avait de moderne et de laïc dans l'Etat égyptien. Le nassérisme a accentué et non réduit la confusion entre l'Etat et la religion. La justice égyptienne est revenue aujourd'hui, grâce à ces « réformes » à l'obscurantisme de l'époque ottomane !

Au plan de la culture, le nassérisme s'est donc avéré profondément réactionnaire. Il est vrai que jusqu'à la mort de Nasser les effets de cette régression étaient apparemment contenus. Mais le ver était dans le fruit. Et il a suffi que son successeur Sadate choisisse l'arme de l'Islam pour faire avaler l'*infitah* (l'ouverture), la compradorisation et la capitulation face à l'impérialisme et au sionisme pour que, en un rien de temps, les forces obscurantistes, déjà largement infiltrées dans deux des institutions fondamentales de la vie sociale - l'éducation et la justice - en prennent le contrôle presque absolu. Je ne sais pas combien de temps il faudra pour que, dans la meilleure des hypothèses, l'Egypte parvienne à sortir de ce bourbier. Tenter de justifier ces gigantesques pas en arrière au nom de la « spécificité », qu'on prétend constituer une « force de résistance culturelle à l'impérialisme occidental », relèverait de la galéjade amusante si cela n'était pas tragique. L'obscurantisme ne peut que servir les stratégies de l'impérialisme, il n'a jamais été et ne sera jamais le moyen de relever le défi qu'il constitue.

Le ralliement à la thèse de l'étape nationale bourgeoise et à la théorie soviétique de la « voie non capitaliste » a été général dans le communisme arabe. L'érosion puis l'effondrement de l'utopie nationale bourgeoise devait, de ce fait, entraîner dans sa chute celle de la crédibilité de l'option historique du mouvement communiste arabe. Peu de camarades dans ces mouvements avaient imaginé possible la désagrégation du système soviétique. Peu d'entre eux avaient pris au sérieux les avertissements de Mao que la voie empruntée était une « voie capitaliste » qui devait conduire naturellement - en URSS mais aussi en Chine - à l'affirmation des appétits bourgeois de la nouvelle classe. Le mouvement communiste dans son ensemble n'était donc pas préparé à affronter les défis d'un monde transformé par ce double effondrement du modèle soviétique et de celui issu de la libération nationale de l'étape de Bandung . Il ne me paraît guère avoir beaucoup avancé sur ce plan ; le mouvement reste donc imprégné de nostalgie du passé, nostalgie du modèle soviétique, nostalgie de l'époque nassérienne. Ce n'est pas sur cette base qu'on pourra progresser au delà de ce que furent les limites du marxisme historique dans cette région du monde et ailleurs. Ce n'est pas non plus, cela va de soi pour moi, en capitulant davantage devant la double évolution, en direction de la

compradorisation de la société réelle, étroitement associée au transfert du combat sur le terrain mythologique de la « spécificité culturelle ».

### **La question palestinienne et celle de l'unité arabe**

La question palestinienne avait toujours été pour tous les Arabes une préoccupation majeure. La IIIe Internationale et les mouvements communistes égyptiens et arabes ont toujours condamné à juste titre le sionisme, dont ils voyaient l'expression d'un projet non seulement nationaliste et raciste mais encore appelé à créer une colonie de peuplement niant le droit à l'existence même des « indigènes » palestiniens. La question du partage de la Palestine mérite par contre qu'on regarde l'affaire de plus près. Mais, sur ce sujet, il est bon de rappeler (car on s'est appliqué à l'oublier dans les polémiques sur le sujet) que l'Union soviétique et les forces démocratiques arabes, palestiniennes et égyptiennes ont d'abord soutenu l'indépendance d'un Etat palestinien unifié, laïc et ouvert à tous les habitants du pays, y compris les immigrés juifs de fraîche date, ce qui était déjà une concession non négligeable. Le sionisme a toujours refusé cette solution et, soutenu par la puissance mandataire qui lui a permis de s'armer et de constituer un « Etat dans l'Etat » tandis qu'elle désarmait le mouvement palestinien de libération, créé une situation de fait accompli au profit du projet sioniste expansionniste. On peut discuter si, dans ces conditions, l'adoption d'un plan de partage était tactiquement le meilleur (ou le pire) moyen de « limiter les dégâts ».

Le mouvement communiste égyptien a toujours eu, dans l'ensemble, des positions intelligentes concernant la question de l'unité arabe. Il n'a jamais accepté la thèse de la multiplicité des soi-disant nations arabes et de la reconnaissance des « Etats » comme étant l'horizon définitif du projet de libération. Mais il n'a jamais non plus gommé les spécificités régionales héritées d'une histoire beaucoup plus ancienne que celle du partage impérialiste du monde arabe et n'a jamais adhéré aux thèses idéalistes du nationalisme pan-arabe sur ce sujet. Alors que le mouvement nationaliste bourgeois égyptien (représenté par le Wafd principalement) et soudanais (les unionistes) gommait la spécificité soudanaise, le mouvement communiste égyptien et soudanais définissait sa stratégie en termes de lutte commune de deux peuples frères contre des adversaires extérieurs et intérieurs communs. Plus tard lorsque l'Egypte et la Syrie constituaient ensemble le République Arabe Unie (1958), puis que la possibilité d'une nouvelle avancée de l'unité arabe se dessinait à la suite du renversement de la monarchie en Irak, le mouvement communiste égyptien n'a pas hésité à critiquer les méthodes mises en oeuvre par le régime nassérien, anti-démocratique et méprisant à l'égard des réalités spécifiques des pays concernés. L'histoire nous a donné raison, puisque ces méthodes sont largement responsables de l'échec du projet. Les différences de position qui ont séparé certaines organisations communistes les unes des autres sur ce terrain me paraissent aujourd'hui n'avoir été que des différences de nuances : les uns (Hadeto) modulant leur critique de Nasser, les autres (le PCE-Raya) soutenant plus clairement les positions prises par Abdel Karim Kassem, chef irakien à l'époque. Les deux positions étaient - de mon avis aujourd'hui - faibles l'une et l'autre, mais elles s'inscrivaient dans une ligne générale correcte.